

« Seuls les partisans libéraux du revenu universel sont cohérents » – Entretien avec Denis Bayon

lvsl.fr/seuls-les-partisans-liberaux-du-revenu-universel-sont-coherents-entretien-avec-denis-bayon

28 juin 2021



Le revenu universel est-il un bon outil pour redistribuer la richesse et encourager la transition écologique en rémunérant des activités non réalisées dans l'emploi salarié ? Denis Bayon, journaliste à *La Décroissance*, n'est pas de cet avis. Dans son livre *L'écologie contre le revenu de base* (La Dispute, 2021), cet économiste de formation s'oppose à la fois aux écologistes défendant le revenu universel et à la gauche antilibérale qui s'y oppose, qu'il juge trop enfermée dans une vision productiviste. Nous l'avons interrogé pour mieux comprendre son point de vue et sa proposition de salaire universel visant à réorienter l'économie vers la décroissance.

Le Vent Se Lève – Revenons d'abord sur la notion de revenu universel, qui est utilisée pour décrire toutes sortes de dispositifs finalement très différents dans la forme et dans les objectifs poursuivis. Quels sont les points communs et les différences entre les versions proposées de revenu universel ? Globalement, qu'est-ce qui différencie un revenu universel tel que conçu par des libéraux et celui imaginé par la gauche écologiste ?

Denis Bayon – Tous les défenseurs du revenu universel s'accordent sur son universalité et son incondicionalité, c'est-à-dire que toutes les personnes vivant sur le territoire, enfants compris, recevraient mensuellement un revenu monétaire. Les différences entre les libéraux et la gauche écologiste sont les suivantes : la gauche est généralement plus généreuse que « la droite » en retenant des montants monétaires proches du seuil de pauvreté (800 à 1000 euros par personne et par mois). Elle est plutôt favorable à ce qu'une part du revenu prenne la forme d'un accès gratuit à certains biens et services de première nécessité (premiers kWh d'électricité, premiers mètres-cube d'eau, etc.). Elle tendra également à défendre des innovations monétaires, comme le versement d'une partie du revenu en monnaies locales.

Mais, dans leurs présentations du revenu universel, ce qui les différencie surtout c'est que la gauche écologiste anticapitaliste fait de cette mesure un élément clef pour une « autre société ». Pour les libéraux au contraire, un revenu de base ne remet en rien en cause les institutions marchandes capitalistes. Ce sont eux qui ont raison. Mon livre ne s'attaque absolument pas aux libéraux qui, en défendant cette mesure, sont en parfaite cohérence intellectuelle. Il s'attaque intellectuellement à ceux dont je suis le plus proche moralement et politiquement : les écologistes anticapitalistes. Il y a chez eux une grave erreur de pensée qui les pousse à une grave erreur politique.

LVSL – L'un des arguments les plus courants en faveur du revenu universel est celui de la « fin du travail ». Pour certains, le fait que la productivité progresse plus vite que la croissance économique signifie que l'emploi est nécessairement amené à se raréfier, la technique permettant de remplacer toujours plus de travail humain. Pourquoi rejetez-vous cette hypothèse de la « fin du travail » ?

D.B. – Pour les partisans du revenu universel, le travail manque. Il faut alors, d'une part le partager via la réduction du temps de travail (RTT) et, d'autre part, verser des revenus sans condition de travail, c'est-à-dire un revenu de base, à tous ceux qui n'en ont pas. Si cette position a l'apparence de la rationalité et de la générosité, elle est en fait totalement erronée et trahit une incompréhension de la dynamique du capitalisme.

Il est surprenant que des écologistes et des anticapitalistes se réjouissent des progrès techniques qui remplacent toujours plus le travail humain. Car la poursuite sans fin du progrès technique se trouve au cœur du capitalisme. Ce ne sont pas les travailleurs qui ont inventé et financé la machinerie industrielle ! C'est ce « progrès technique » qui a anéanti la paysannerie, l'artisanat et les métiers ouvriers, et qui s'attaque maintenant à des professionnels qui s'en croyaient naïvement protégés comme les enseignants. En outre, toutes ces technologies numériques ont un impact écologique désastreux. En définitive, certains fantasment sur un monde où nous n'aurions plus à travailler tandis que d'autres semblent résignés à penser qu'on n'arrêtera pas le progrès technique et promeuvent l'idée de s'adapter via la RTT et le revenu incondicional.

Par ailleurs, sur le fond, il est erroné de dire qu'aujourd'hui la hausse de la productivité du travail marchand est supérieure à la croissance économique. Une vaste littérature économique se lamente au contraire de la tendance à la chute des gains de productivité du travail dans notre pays depuis le début des années 1980. La raison en est

extrêmement simple : les capitalistes n'investissent plus assez parce que les taux de profit sont à la peine. Chaque euro de capital ou de patrimoine rapporte de moins en moins d'argent sous forme de droit de propriété. Et comme le taux de profit – et non les profits – est la variable clef de la performance des entreprises capitalistes, l'incitation à investir est moins forte. De fait, depuis le milieu des années 1980, on constate que le nombre total d'heures de travail, qu'on compte celles-ci dans le secteur marchand ou dans les administrations et assimilés, augmente globalement en France. Cela n'a rien de surprenant : avec des gains de productivité horaire qui se réduisent, il y a davantage d'offres d'emplois, globalement de moins en moins productifs.

« Sur le papier, le revenu universel est finançable. Mais ce ne sont pas par des économies sur les minima sociaux et autres aides sociales que l'on peut dégager des ressources de cette ampleur ! »

Même si le capitalisme se remettait à bien fonctionner, à savoir renouait avec de forts gains de productivité marchande supérieurs à la croissance économique, la valeur économique générée par le travail marchand se réduirait. En effet, si, avec moins de travail, les entreprises produisent autant ou davantage de marchandises, les prix de celles-ci baisseront et avec eux les taux de profit. Si les profits restent stables, le capital accumulé, lui, aura encore augmenté suite aux investissements dans de nouvelles machines, d'où un taux de profit finalement plus faible (ndlr : cette explication fait référence à la théorie marxiste de la baisse tendancielle du taux de profit).

Dès lors, si vous souhaitez baisser le temps de travail des employés, il faut aussi baisser leurs salaires. Sinon vous dégradez encore davantage le taux de profit des entreprises, qui se retrouvent menacées de faillite. C'est exactement ce qu'a fait la gauche plurielle avec ses « 35 heures », qui ont été payées par une baisse des cotisations sociales, c'est-à-dire la part indirecte du salaire. En fait, c'est seulement lorsque le capitalisme est en pleine forme, avec une forte productivité horaire, une forte croissance économique et des taux de profit en hausse, que le temps de travail individuel baisse.

LVSL – Admettons que l'on partage les arguments des écologistes favorables au revenu universel ; il s'agit ensuite de le financer. En général, il est proposé de trouver les montants nécessaires par une réforme fiscale qui augmenterait la contribution des plus riches, de potentielles nouvelles taxes (carbone, transactions financières...) ainsi que par des économies sur les minima sociaux remplacés par cette nouvelle prestation. Est-ce réaliste selon vous ?

D.B. – Il est impossible de financer un revenu universel inconditionnel tel que le décrivent les écologistes anticapitalistes sans un bouleversement de fond en comble de l'ordre institutionnel. Les besoins de financement sont trop importants. Le revenu moyen dans ce pays est d'environ 2400 euros par adulte et par mois. Prenons un revenu universel proche du seuil de pauvreté, soit de 1 000 euros mensuels par adulte et 500 euros par enfants, puisque nombre d'auteurs retiennent, de façon surprenante, une demi part par enfant. À l'échelle globale, cela nécessite un financement de plus de 600 milliards d'euros, soit environ la moitié du montant des revenus monétaires versés dans notre

économie chaque année. Certes, sur le papier, le revenu universel est finançable. Mais ce ne sont pas par des économies sur les minima sociaux et autres aides sociales que l'on peut dégager des ressources de cette ampleur !

Quant à une nouvelle fiscalité parée de vertus écologiques, elle relève d'objectifs tout de même très contradictoires. Ainsi une taxe carbone rapportera d'autant plus d'argent que notre économie en émettra ! Et si elle désincite la pollution comme espéré, elle ne rapportera alors plus grand chose pour financer le revenu universel. Même réflexion au sujet des taxes sur les transactions financières : pour financer le revenu de base, il faudrait souhaiter la spéculation !

Il en va encore de même avec une forte taxe sur les profits, c'est-à-dire les revenus de la propriété lucrative comme les intérêts, dividendes, rentes ou loyers. La défense du revenu universel ne remet fondamentalement en cause aucune des institutions capitalistes comme la propriété capitaliste de l'outil de travail, le marché de l'emploi, le crédit bancaire avec intérêt ou la croissance économique sans fin, la viabilité du financement repose sur la prospérité du capitalisme. Or, une forte taxe sur les profits ferait chuter l'indicateur clé du capitalisme, le taux de profit, ce qui déstabiliserait encore davantage les institutions du régime capitaliste, et donc la base fiscale sur laquelle on compte pour financer la mesure.

Au final, financer le revenu universel implique donc que l'assurance chômage, le régime général de retraites ou d'autres branches de la Sécurité sociale, soient fortement amputées, voire supprimées. Quelle que soit la bonne volonté de la gauche écologiste et anticapitaliste, elle a besoin d'un capitalisme en pleine forme pour financer son revenu universel, ce qui est en contradiction totale avec l'engagement écologique affiché. Encore une fois, seuls les partisans libéraux du revenu universel sont parfaitement cohérents.

En fait, la seule solution pour « garantir le revenu », c'est d'en finir avec son inconditionnalité, qui est présentée comme la pierre d'angle « révolutionnaire » de l'édifice, et de financer un *revenu minimum* en augmentant les minima sociaux à 800 ou 1000 euros mensuels.

LVSL – Certains économistes ou responsables politiques proposent de recourir à la création monétaire, qu'il s'agisse d'euros, de monnaies locales ou de crypto-monnaies, pour financer ce revenu universel. Vous estimez qu'ils ont tort, que cela ne ferait que créer de l'inflation. Pourquoi ?

D.B. – Comme les partisans du revenu universel butent sur la réalité que son financement conduirait à désagréger des pans entiers de la Sécurité sociale, et que rares sont ceux qui peuvent entièrement l'assumer, on sort alors du chapeau « l'argent magique » : la création monétaire. Mais à quoi sert la monnaie, sinon à acheter des marchandises sur des marchés ? Si une très forte création monétaire servait à financer tout ou une partie du revenu universel, tout le monde voudrait dépenser cet argent mais on ne trouverait pas assez à acheter, d'où une hausse des prix.

« Quelle que soit la bonne volonté de la gauche écologiste et anticapitaliste, elle a besoin d'un capitalisme en pleine forme pour financer son revenu universel, ce qui est en contradiction totale avec l'engagement écologique affiché. »

C'est précisément cette stratégie de folle création monétaire qui a été entreprise, avec une habileté diabolique, par la classe dirigeante à partir des années 1980 pour essayer de sortir de l'ornière le régime capitaliste. Il est vrai qu'elle a réussi à relancer l'activité marchande via une relance du crédit à l'économie. Mais la conséquence principale de ces politiques est que la monnaie circule avant tout sur les marchés financiers et, dans une moindre mesure, sur le marché immobilier. Dans les deux cas, cela alimente surtout la spéculation. Seule une petite partie finance la croissance industrielle. C'est cela qui explique que nous ne connaissons pas une hyperinflation alors que les sommes d'argent qui circulent n'ont plus aucun rapport avec la valeur des marchandises produites. Rien de tout cela n'aurait lieu avec le revenu de base : la population chercherait à le dépenser sur les marchés pour consommer des biens et des services. Après tout, c'est bien le but du jeu ! La forme prise par la monnaie (numérique, monnaie locale, etc.) n'importe absolument pas. Je ne suis d'ailleurs pas convaincu par le bitcoin, qui ne sert pas à acheter mais à spéculer.

LVSL – Si je vous comprends bien, un revenu universel conséquent est donc presque impossible à financer, sauf à le transformer en revenu minimum garanti (qui n'est donc plus universel) ou à démanteler la Sécurité sociale. Vous écrivez ainsi au début de votre livre que « la défense d'un revenu de base s'intègre dans une dynamique capitaliste contre-révolutionnaire ». Le revenu universel est-il donc un piège politique pour la gauche écologiste ?

D.B. – Oui, c'est un piège redoutable. Comme souvent, l'enfer est pavé de bonnes intentions. Or, qui pourrait s'opposer à un but aussi généreux que la lutte contre la pauvreté ? En fait, il n'y a que deux possibilités. La plus probable, c'est que le revenu de base prenne seulement la forme d'un revenu minimum augmenté, avec pour unique objectif de lutter contre la pauvreté. Pourquoi pas ? Mais cela ne changerait rien à la domination des institutions qui détruisent la vie sur Terre : la propriété capitaliste de l'outil de travail, le crédit bancaire avec intérêt, le marché de l'emploi (avec l'exploitation du travail par le capital) ou la croissance technologique sans fin.

Si le revenu inconditionnel est effectivement mis en place, alors il faudra mettre à bas des pans entiers des institutions du régime général de la Sécurité sociale pour définitivement liquider son histoire révolutionnaire. Bien que peu probable, une telle situation marquerait l'achèvement de la contre-révolution capitaliste entamée dès 1944 face au mouvement ouvrier révolutionnaire. En effet, le régime général de Sécurité sociale était à l'origine contrôlé par les travailleurs eux-mêmes, via des élections sur listes syndicales. Ce n'était certes pas parfait mais au moins ce n'était ni l'État, ni les actionnaires qui géraient les budgets considérables de la Sécu, alimentés par les cotisations sociales. Les conséquences en étaient formidables, notamment pour la gestion de l'hôpital public largement aux mains des soignants (ndlr : lire à ce propos [l'article de Romain Darricarrère sur LVSL](#)).

Or, au cours des dernières décennies, toute la classe politique n'a pas tant privatisé la Sécu qu'elle l'a étatisée, pour la confier à des techniciens et des bureaucrates, ôtant progressivement tout pouvoir aux travailleurs. Puis-je rappeler que c'est la « gauche plurielle » (PS, PCF, Verts) qui a appliqué le plan Juppé qui anéantit définitivement le pouvoir des syndicats de travailleurs dans la gestion des caisses de Sécu ? Raison pour laquelle tout le monde confond la Sécu et l'État. Le revenu de base repose sur la même logique : l'État, géré par « ceux qui savent » vient « prendre soin » d'une population politiquement impuissante à qui il faut donner le droit au revenu.

LVSL – Vous revenez aussi sur les arguments de ce que vous nommez « la gauche antilibérale », héritière du mouvement ouvrier et défavorable au revenu universel. Comment ce camp politique définit-il le travail et pourquoi rejette-il l'idée d'une allocation universelle ?

D.B. – La gauche antilibérale a produit des arguments très intéressants contre le revenu de base, sur lesquels se base une grande partie de mon livre. Outre qu'elle a montré que celui-ci était impossible à financer sans casser la Sécu, elle a aussi défendu l'idée que le revenu de base était une « prime à la précarité ». En effet, comme les montants envisagés, même les plus généreux, sont la plupart du temps insuffisants pour vivre, les personnes doivent continuer de se présenter sur le marché de l'emploi ou devenir auto-entrepreneur pour le compléter. Dès lors, les moins qualifiés devront se contenter de CDD, de missions d'intérim, de faibles revenus d'activité, etc. Le travail sera donc toujours une besogne qu'on expédie en y pensant le moins possible et qui n'appelle aucune bataille politique. La casse des droits du travail se poursuivra donc.

Cela dit, les partisans écolos du revenu universel sont en droit de demander à la gauche antilibérale ce qu'elle propose. Et là, c'est le grand vide. Ou plus exactement toujours les mêmes mots d'ordre : croissance « verte » (1), emplois publics et réduction du temps de travail. La gauche ne semble jamais être sortie des « 30 Glorieuses » où « tout allait bien » : forte croissance, « plein emploi » si l'on excepte que les femmes étaient renvoyées dans les foyers, progression de la fonction publique, etc. Quoiqu'on en pense – y compris, comme c'est mon cas, le plus grand mal – il est totalement illusoire de penser qu'on pourrait retrouver de tels enchaînements. Cette période correspondait à une sorte d'« âge d'or » absolument inattendu du capitalisme : alors que ce régime avait montré des défaillances extrêmes, dont il ne se sortait qu'à coup de destructions inouïes, comme deux guerres mondiales en moins de cinquante ans, voilà qu'il renaissait en pleine forme !

Mais après cinquante ans de « crise » ou de « dépression longue » selon l'expression du marxiste Michael Roberts, nous savons que le capitalisme ne peut plus garantir la croissance et le plein emploi. Si c'était le cas, la bourgeoisie, qui aimerait tant revenir au « monde d'avant », avec sa croissance industrielle et ses taux de profit, l'aurait déjà fait. Dès lors, lorsque la gauche défend l'emploi comme seul horizon, elle défend *in fine* le chômage de masse qui l'accompagne.

Le plus dramatique, c'est que la gauche antilibérale ne diffère finalement des libéraux que sur le positionnement du curseur entre les « productifs » et les « improductifs » que ce cher État social devra prendre en charge. Pour les libéraux, seuls les travailleurs marchands et les capitaux sont productifs. Ce sont eux qui vont générer une valeur économique marchande qui sera taxée (les « charges » : impôts et cotisations) pour payer des improductifs (les travailleurs du secteur non marchand et les autres – chômeurs, retraités, femmes ou hommes au foyer, etc.). Contrairement à eux, les antilibéraux de gauche considèrent heureusement que le capital ne produit rien et ils reconnaissent comme « productifs » les travailleurs du secteur non marchand (administrations et assimilées) au motif que l'utilité de leur activité est reconnue socialement et politiquement. Mais ils considèrent toujours tous les autres comme des non travailleurs vivant de la générosité de l'État social. Ce raisonnement erroné est une vraie erreur politique. Les écologistes défendant le revenu universel ont eux compris la nécessité d'en finir avec ce découpage productif / improductif.

LVSL – Selon vous, « la gauche antilibérale » commet donc une erreur dans sa définition du travail, en omettant le travail domestique. Vous proposez une autre conception du travail, inspirée notamment des travaux du Réseau Salarial et de Bernard Friot, qui prendrait en compte ce travail domestique à travers un « salaire universel ». En quoi ce salaire universel diffère-t-il du revenu universel ?

D.B. – Le salaire universel est fondamentalement opposé au revenu universel. Le point central est d'affirmer l'universalité du travail, conséquence de notre condition humaine : pour bâtir une civilisation humaine, nous devons travailler, et c'est bien ce que nous faisons tous, sauf les adultes non autonomes et les enfants, du moins en Occident. Il y a travail à chaque fois que des personnes produisent une richesse utile. La question de savoir si ce travail a lieu dans l'espace domestique, communautaire, marchand, gratuit, etc. est, dans cette affaire, secondaire.

Qu'est-ce que le « salaire universel », qu'on appelle aussi « salaire à la qualification » ou « salaire à vie » ? C'est l'attribution à tous les adultes du pays d'un salaire, à partir de la majorité politique à 18 ans, au premier niveau de qualification, c'est-à-dire au SMIC, que la CGT propose de relever à 1400 euros. Les personnes qui le souhaitent peuvent ensuite évoluer en qualification pour gagner plus.

On va me dire que c'est de la démagogie. Mais non ! Considérer tout adulte en capacité de produire de la valeur économique pose une très haute obligation politique et morale. Cela implique, de fait, que chacun s'engage dans le travail et dans le combat pour que nous en devenions maîtres, individuellement et collectivement.

D'autre part, la seule façon de financer le salaire universel, c'est d'en finir avec les revenus de l'exploitation. En finir avec les dividendes et les intérêts versés aux riches, c'est prendre nos responsabilités politiques et diriger l'économie à leur place, assumer le pouvoir. Voilà la différence radicale avec le revenu de base. Evidemment, ce salaire universel ne deviendra réalité qu'à condition d'avoir engagé de formidables combats révélant une appétence collective pour une civilisation pleinement démocratique, et donc le travail qui va avec.

LVSL – Justement, le projet de civilisation que vous portez, c’est la décroissance. Vous la définissez comme la réduction, décidée démocratiquement et non subie, de la production et de la consommation de biens et services. Comment liez-vous la décroissance et le salaire à vie ?

D.B. – Le salaire universel s’appuie sur une institution économique déjà existante, la Sécu. Outre l’augmentation des cotisations pour mutualiser une part de plus en plus importante des salaires, l’idée est de la remettre sur ses rails originels, c’est-à-dire sa gestion démocratique par les travailleurs. En effet, pour un écologiste luddite et décroissant comme moi – qui veut en finir avec des pans entiers de l’industrie pour produire autrement et moins –, seule une démocratie économique permettrait le choix collectif de la sobriété en transformant radicalement les institutions de production.

Recevez nos derniers articles

« Seule une démocratie économique permettrait le choix collectif de la sobriété en transformant radicalement les institutions de production. »

À travers l’élection d’administrateurs des caisses de Sécu, nous pourrions décider démocratiquement d’arrêter de financer des projets nuisibles comme l’EPR ou ITER (ndlr : réacteur international de recherche sur la fusion nucléaire, situé à Cadaraches, en région PACA) pour soutenir des travaux vitaux comme la petite paysannerie. Nous pourrions aussi financer des entreprises en outrepassant les créanciers et les actionnaires. La CGT avait entamé un travail sur ces questions, dénommé Nouveau Statut du Travail Salarié. Le projet d’une Sécurité sociale de l’alimentation actuellement réfléchi par des paysans et des syndicalistes va dans le même sens (ndlr : lire à ce propos [l’article de Clément Coulet sur LVSL](#)).

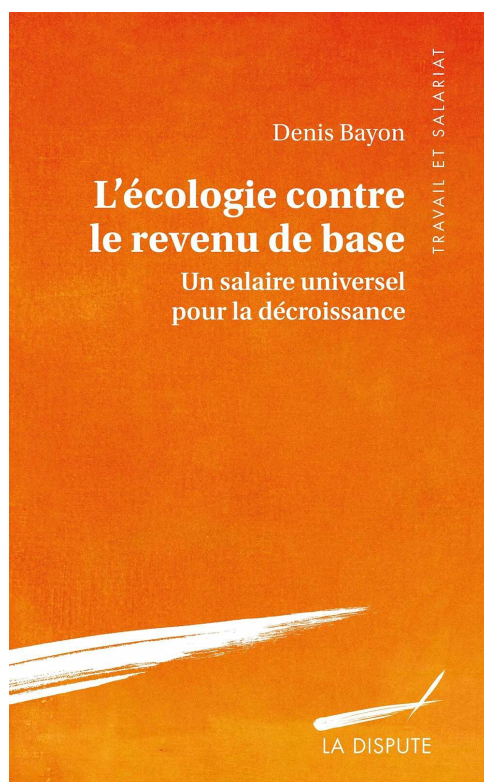
LVSL – Votre proposition de « salaire universel » est effectivement très ambitieuse, en ce qu’elle propose une tout autre organisation de l’économie. Cependant, on connaît les obstacles immenses rencontrés par le mouvement ouvrier lorsqu’il s’attaque aux détenteurs de capitaux. Que répondez-vous à ceux qui estiment que votre proposition est utopique ?

D.B. – Elle n’est pas utopique, elle s’inscrit dans le meilleur de l’histoire révolutionnaire récente. Aujourd’hui, presque tout le monde est salarié et une part considérable de ce salaire est déjà mutualisée via la Sécu et la fonction publique. Et bien, renforçons cette mutualisation pour nous donner les moyens de gérer démocratiquement l’économie ! Bien sûr, j’ai parfaitement conscience de notre marginalité : à peu près tout le monde est contre nous ! Les attaques de la classe dirigeante seraient brutales, il n’y a pas de raison de penser qu’il en irait différemment de ce qui s’est toujours passé dans les périodes révolutionnaires : répression, prison, crimes, etc. La brutalité étatique déployée contre les Gilets jaunes en a donné un avant-goût.

LVSL – Revenons sur un autre enjeu abordé ponctuellement dans votre livre, sur lequel il m’a semblé comprendre que vous étiez assez réservé : la question de la gratuité. La richesse prélevée sur la sphère marchande (impôts, taxes,

cotisations...) finance en effet des services publics gratuits ou quasi gratuits, comme l'éducation, la santé ou la sécurité. Certains intellectuels, comme Paul Ariès, proposent d'élargir cette gratuité en l'étendant à d'autres domaines : transports publics, quantités minimales d'eau et d'électricité, alimentation... Selon ses partisans, cette démarchandisation de nombreuses sphères de la société pourrait permettre de satisfaire certains besoins élémentaires en outrepassant le marché. N'est-ce pas quelque chose de souhaitable pour un décroissant comme vous ?

D.B. – Si on veut être précis, on ne peut pas dire que des prélèvements sur la sphère marchande « financent » la gratuité. Par définition, la gratuité n'a pas besoin de financement. Dans un monde où tout serait gratuit, il n'y aurait pas d'argent. Sauf que nous vivons dans un monde où les marchés et la monnaie sont très présents, donc les « travailleurs de la gratuité » ont besoin de manipuler de l'argent. La personne qui prépare un repas pour le foyer le fait gratuitement mais elle doit acheter, au moins en partie, les ingrédients qui composent le repas, l'énergie pour le cuire, etc. Le cadre qui consacre 50 heures par semaine à son entreprise ne peut le faire qu'à condition que sa femme travaille gratuitement dans la sphère domestique, élève leurs enfants, prenne soin d'un parent vieillissant, etc.



L'ouvrage de Denis Bayon. © Editions
La Dispute

Ce que je veux dire par là, c'est qu'on ne parle jamais des « prélèvements » sur la sphère gratuite par l'économie marchande capitaliste, alors que ceux-ci sont massifs. Cela explique d'ailleurs, comme vous le dites, que la gratuité est déjà massive dans notre économie de croissance ! Faut-il l'étendre ? Pourquoi pas ? Il est par exemple urgent que les soins dentaires soient entièrement gratuits... Mais fondamentalement la décroissance n'a rien à voir avec la gratuité. Elle affirme que si nous devons nous passer de pans

entiers de l'appareil industriel, il nous faudrait beaucoup bosser. Les derniers paysans produisant des aliments sains et savoureux avec peu de technique en savent quelque chose. Une des premières choses à faire avec le système de salaire universel dont nous parlions tout à l'heure, c'est de former des travailleurs pour accomplir ces tâches au service de la société.

A l'inverse, on peut imaginer une société, à mes yeux catastrophique, où une partie de la population considérée comme inutile et improductive accéderait en sus de son revenu de base à quantité de biens et services gratuits et se contenterait d'une vie essentiellement parasitaire. Le salaire universel interdit une telle perspective, car, à la différence du revenu minimum et d'une extension très forte de la gratuité, il nous oblige. C'est d'ailleurs pour ça que, pour l'heure, à peu près personne n'en veut. Et que la gratuité a si bonne presse.

LVSL – Puisque nous avons abordé les enjeux du travail et de l'écologie, j'aimerais enfin vous demander votre avis sur une proposition qui suscite de plus en plus d'intérêt ces derniers temps : l'emploi garanti. Deux think tanks et de plusieurs élus de gauche proposent en effet que chaque chômeur se voie créer un emploi, selon les besoins locaux, s'il le souhaite. Que pensez-vous de cette proposition ?

D.B. – En gros, cette initiative s'inscrit dans la généralisation du dispositif « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » défendue par tout le camp libéral, de droite et de gauche, que j'ai déjà évoqué dans *La Décroissance* N°175, en allant voir de plus près la réalité de ces travaux apparemment écologiquement vertueux. Je me suis notamment basé sur le travail de l'Union Locale CGT de Villeurbanne qui soutient des travailleurs en lutte dans leur Entreprise à But d'Emploi dans le TZCLD du quartier populaire de Saint-Jean (2) et les témoignages et analyses du Comité Chômeur de la CGT (3).

L'idée est d'une simplicité libérale redoutable. C'est entendu : rémunérer les chômeurs nous coûte de l'argent, on nous le répète assez. Au passage, je trouve qu'on devrait se poser la même question pour les hauts fonctionnaires qui cassent l'hôpital public ou les ingénieurs qui produisent toutes sortes de gadgets inutiles. Passons. On nous dit donc qu'un chômeur coûte environ 15 000 euros annuels. Bien sûr, les libéraux aimeraient beaucoup ne plus verser ce « pognon de dingue » aux « improductifs ». Leur logique est la suivante : avec l'argent que nous coûtent les sans emploi, versons-leur un salaire au SMIC via un contrat de travail le liant à une association créée à cet effet. Or ce qui m'inquiète là-dedans, c'est qu'on va encore utiliser l'argent de la Sécu. Et la gauche défend ça !

Ensuite, *quid* du travail concret ? Tout le reste de l'économie étant toujours aux mains de la classe dirigeante, le travail dans les TZCLD est extraordinairement contraint. En effet, il ne doit pas concurrencer celui des autres travailleurs de l'économie marchande ou de la fonction publique. Dès lors, il ne reste que les miettes. Les travailleurs du TZCLD témoignent de leur sous-activité, ou du fait qu'ils bossent « pour eux-mêmes », par exemple en repeignant leurs locaux.

On voit aussi des situations où cette contrainte est allégée et où les travaux réalisés viennent de fait remplacer les travailleurs du secteur marchand généralement mieux payés. La CGT chômeurs a inventorié les tâches de ce type : mise en rayon et inventaires dans la grande distribution, lavage de voitures d'entreprises, couture pour des entreprises de textile bio... Elle dresse également la liste de tous les travaux qui viennent remplacer ceux des fonctionnaires territoriaux à statut. Elle en déduit que « 80 % des travaux effectués relèvent des compétences des agents communaux ou du tissu économique déjà présent localement ». Voilà comment une idée généreuse mais erronée, car fondée sur des principes libéraux, remplit parfaitement l'agenda de la classe dirigeante. Les TZCLD s'apparentent à une fourniture de travail gratuit, les salaires étant payés par la Sécu et l'État, avec une possible modulation en prenant en compte le chiffre d'affaires liés à des travaux solvables. Potentiellement, une généralisation de la mesure rendrait disponibles des millions de travailleurs sous-payés qui casseraient les salaires et les statuts des travailleurs en postes. En outre, lorsque des travailleurs des TZCLD se révoltent contre une telle situation, ils sont durement sanctionnés. Il faut donc refuser ce genre de « solution au chômage ».

Notes :

1. Voir le remarquable livre d'Hélène Tordjman, *La croissance verte contre la nature*, La Découverte, 2021.
2. Union Locale CGT de Villeurbanne, Évaluation intermédiaire de l'expérimentation de Villeurbanne Saint-Jean, février 2021.
3. « Note Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée », Comité national des Travailleurs privés d'emplois et précaires CGT, consultée le 3 novembre 2020.